

# Rapport financier trimestriel

Période terminée le 31 décembre 2012

Publié le 19 février 2013

**TELLETEL**  
Canada



## TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM	3
	FINANCEMENT	3
	PROMOTION	3
	ADMINISTRATION DE PROGRAMMES	3
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL	3
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS	3
	PROGRAMMES	3
	ACTIVITÉS	4
	PERSONNEL	4
4.	GOVERNANCE ET VÉRIFICATION INTERNE	4
5.	GESTION DU RISQUE	4
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS	5
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS	5
	DÉPENSES DE SUPPORT	5
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION	6
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS	7
8.	ANALYSE DES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE	8
9.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE	9
10.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE	10
11.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2012	
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION	11
	ÉTAT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	12
	ÉTAT DES RÉSULTATS	13
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	14
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	15
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	16
	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS	17
	ANNEXES A ET B - AUTRES RENSEIGNEMENTS	18



## 1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. Notre mandat est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne en jouant un rôle de chef de file par un appui financier et des initiatives alimentant le succès de l'industrie sur les plans culturel, industriel et commercial. La Société offre ses services à partir de ses bureaux de Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

### Financement

Téléfilm soutient financièrement le développement et la production (incluant la coproduction en vertu de traités officiels) de longs métrages qui présentent un potentiel de succès au Canada et à l'étranger.

### Promotion

Téléfilm agit de façon à stimuler la demande des auditoires pour du contenu canadien multi-écrans, au Canada et à l'étranger, notamment:

- en soutenant la mise en marché et la promotion de longs métrages et talents canadiens et en participant à des événements de l'industrie comme des festivals et des marchés qui aident les entreprises audiovisuelles canadiennes à promouvoir et à vendre leurs productions;
- en effectuant des partenariats pour aider l'industrie à promouvoir ses productions et ses talents dans le monde entier et en faisant la promotion de la diversité et des créateurs émergents issus des minorités de langue officielle et des communautés autochtones.

### Administration de programmes

En plus de ses propres programmes et initiatives, Téléfilm administre aussi les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC), par l'entremise d'une entente de services.

## 2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État<sup>1</sup> établie par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

## 3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

### Programmes

La Société a lancé au cours du mois d'octobre son nouveau programme d'aide à la production pour les projets de langue française qui est applicable à l'exercice 2013-2014. Les nouveaux principes directeurs ont été simplifiés et le processus vise une prise de décision plus rapide en tenant compte notamment des succès passés et de la participation du marché dans les critères d'évaluation.

1 : [www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789&section=text](http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789&section=text)

### 3. CHANGEMENTS IMPORTANTS (SUITE)

#### Activités

Téléfilm a soutenu au cours du trimestre 18 nouvelles productions pour un montant total de 8,8 millions de dollars. De plus, la Société a également tenu en novembre dernier sa quatrième assemblée publique annuelle<sup>2</sup> et présenté les faits saillants de son rapport annuel 2011-2012<sup>3</sup>. Le président du conseil d'administration et la directrice générale ont communiqué les initiatives et les résultats d'un exercice fructueux, l'événement a eu lieu dans la ville de Toronto. D'autre part, l'année 2013 s'annonce prometteuse au titre des partenariats. La Société a, à cet effet, mis de l'avant avec le Palm Springs International Film de Californie différentes activités promotionnelles dont les journées spéciales Canada : A World of Talent et le Palm Springs Speaks French (en collaboration avec le consortium de la francophonie). Treize films canadiens étaient à l'affiche au festival qui s'est tenu au mois de janvier dernier.

#### Personnel

L'honorable James Moore, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles a annoncé que le gouvernement fédéral a renouvelé pour une durée de cinq ans le mandat de Michel Roy au poste de président du conseil d'administration de la Société. Il n'y a aucun autre changement au sein du conseil d'administration ou du comité de direction. Par ailleurs, la Société souligne l'accomplissement de Carole Brabant, directrice générale de la Société, et lauréate du 12<sup>e</sup> Prix Femmes d'affaires du Québec dans la catégorie "Cadre ou professionnelle, organisme public ou parapublic". Le Réseau des Femmes d'affaires du Québec met notamment en lumière les femmes qui s'illustrent dans le monde des affaires et qui contribuent à l'essor de la société québécoise.

### 4. GOUVERNANCE ET VÉRIFICATION INTERNE

La gouvernance de la Société s'effectue par le biais des activités du conseil d'administration et de ses comités, ainsi que par le comité de direction présidé par la directrice générale et ses comités dérivés. À cet égard, un comité de gestion des risques a été créé au cours du trimestre. Ce comité est composé de tous les membres du comité de direction et assiste la directrice générale en ce qui a trait à l'identification, l'évaluation et la priorisation des risques et des mesures à prendre afin d'en assurer un contrôle adéquat.

Le conseil d'administration et le comité de vérification et des finances ont chacun tenu une réunion au cours du trimestre alors que le comité de direction et ses sous-comités se rencontrent périodiquement. La Société mandate une firme externe pour la réalisation de travaux d'audit interne et la reddition de compte est effectuée au comité de vérification et des finances de la Société. À ce jour, trois des cinq mandats planifiés sont terminés.

### 5. GESTION DU RISQUE

La Direction a revu au cours du trimestre la gouvernance de la gestion des risques. À cet égard, la responsabilisation de l'évaluation et de la mise en place des mesures de mitigation des risques a été assignée aux membres du comité de direction de la Société. La dernière évaluation des risques a été effectuée au cours du deuxième trimestre du présent exercice et concluait à une diminution générale du niveau des risques recensés.

2 : [www.telefilm.ca/fr/actualites/discours](http://www.telefilm.ca/fr/actualites/discours)

3 : [www.telefilm.ca/rapport-annuel/2011-2012/](http://www.telefilm.ca/rapport-annuel/2011-2012/)

## 6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS

La Direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce dans les délais impartis par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, la Direction applique des moyens et méthodes qui lui permettent d'identifier les ajustements requis. Dans un but d'efficacité, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, la capitalisation d'éléments de dépenses aux immobilisations corporelles et certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs n'ont pas été effectués au 31 décembre 2012. L'importance de ces ajustements à apporter aux montants, au classement ou à la présentation est jugée négligeable par la Direction, les états financiers donnant, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS

L'identification des écarts à expliquer provient de seuils établis en collaboration avec le comité de vérification et des finances de la Société.

### Dépenses de support

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2012-	2011-	Budget		Réel	
			2013	2012	\$	%	\$	%
Production	68,1	46,9	41,2	39,8	5,7	12	1,4	4
Développement	6,6	6,6	6,1	5,0	0,5	8	1,1	22
	74,7	53,5	47,3	44,8	6,2	12	2,5	6
Mise en marché	15,9	10,4	8,6	8,1	1,8	17	0,5	6
Événements internationaux	2,5	1,8	1,7	1,8	0,1	6	(0,1)	(6)
Promotion	7,1	6,4	5,1	4,6	1,3	20	0,5	11
	25,5	18,6	15,4	14,5	3,2	17	0,9	6
	100,2	72,1	62,7	59,3	9,4	13	3,4	6

Les dépenses d'aide à la production présentent des écarts significatifs par rapport au budget. Le surplus budgétaire est circonstanciel et relié à des délais de finalisation sur certains projets notamment pour le volet des enveloppes à la performance du côté anglophone. Il est attendu que cet écart se résorbera au cours du dernier trimestre.

Les dépenses d'aide au développement sont supérieures à la période de référence comparative. Ceci s'explique par des changements au processus d'octroi de contrat du nouveau programme en développement qui s'effectue maintenant par portefeuille de projets. Les nouveaux paramètres de gestion du programme contribuent à l'accélération du traitement des demandes d'application.

L'aide à la distribution et à la mise en marché présente un surplus budgétaire qui provient de la composante sélective du programme du, notamment, à un retard dans la finalisation d'ententes complétées en janvier. Il est possible qu'une partie du surplus budgétaire soit réallouée aux autres programmes de la Société.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Les dépenses d'aide à la promotion présentent, quant à elle, à la fois un surplus budgétaire et une hausse des dépenses par rapport à la période comparative. La Société a révisé la structure de déploiement de sa stratégie nationale de promotion et déplacé le lancement d'initiatives afférentes, ce qui explique l'essentiel du surplus budgétaire. Par ailleurs, la mise en oeuvre du nouveau programme de promotion présente un processus uniformisé qui accélère le traitement des demandes de financement applicables, ce qui a permis un plus grand niveau d'activités en terme de projet conclus comparativement à la même période de l'exercice précédent.

### Frais de fonctionnement et d'administration

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2012- 2013	2011- 2012	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	21,0	15,2	14,7	14,8	0,5	3	(0,1)	(1)
Location	1,9	1,4	1,4	1,5	-	-	(0,1)	(7)
Honoraires professionnels	2,6	1,9	1,0	1,4	0,9	47	(0,4)	(29)
Technologies de l'information	1,3	1,1	1,0	0,9	0,1	9	0,1	11
Amortissement	s.o.	s.o.	0,8	0,8	s.o.	s.o.	-	-
Voyages	0,6	0,5	0,4	0,5	0,1	20	(0,1)	(20)
Frais de bureau	0,8	0,6	0,3	0,5	0,3	50	(0,2)	(40)
Publicité et publications	0,4	0,2	0,2	0,2	-	-	-	-
	28,6	20,9	19,8	20,6	1,9	9	(0,8)	(4)

La Société présente globalement des écarts favorables, soit une position de surplus budgétaire temporaire au 31 décembre et une diminution des dépenses en regard des données comparatives. Les honoraires professionnels présentent un surplus budgétaire significatif découlant de certains projets corporatifs et projets de recherches et d'analyses stratégiques, notamment des sondages auprès de l'industrie, qui seront réalisés au cours du quatrième trimestre. De surcroît, une partie importante des fonds budgétisés sont déjà engagés contractuellement auprès de fournisseurs de services, de sorte qu'il n'y a pas d'économies importantes attendues d'ici le 31 mars 2013. Également, le surplus budgétaire des honoraires professionnels comprend une somme relative à la mise à jour du système informatique comptable où les dépenses encourues à ce jour ont été enregistrées aux actifs immobilisés. Par ailleurs, les honoraires professionnels sont en baisse en regard des données comparatives. Cette baisse est principalement attribuable à certains services de l'exercice précédent non répétitifs reliés à la mise en place d'initiatives découlant du plan d'entreprise, telles que la mise en oeuvre du Fonds des talents et l'initiative stratégique reliée à la promotion des oeuvres canadiennes. Aussi, une partie de la réduction provient d'une diminution des services professionnels liés au processus des demandes de financement.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Les dépenses de technologies de l'information sont en hausse en comparaison de la période comparative, laquelle provient essentiellement des coûts inhérents aux équipements et services informatiques. Les dépenses reliées aux voyages présentent quant à elles des écarts favorables, tant par rapport au budget qu'en ce qui a trait aux données de l'exercice antérieur. Ce poste a d'une part fait l'objet d'une réduction budgétaire par rapport à l'an passé et certains déplacements prévus ont été reconsidérés à ce jour. D'autre part, la diminution des frais de voyages s'explique aussi par des activités non récurrentes d'un exercice à l'autre, tel que des frais de déplacement pour des activités de formation et pour un projet comprenant des consultations pancanadiennes effectuées l'exercice précédent.

Finalement, les frais de bureau sont inférieurs aux attentes budgétaires et en deçà des données comparatives. La réévaluation des activités de formation et de développement professionnel, le report de la mise à jour de certains équipements informatiques et la revue de nos besoins à certaines données statistiques contribuent à la position budgétaire favorable. D'autre part, la baisse des frais de bureau en regard des résultats comparatifs s'explique aussi, principalement, par des économies sur le non-renouvellement d'accès à certaines données provenant de l'industrie et par la prise en charge d'activités promotionnelles par le nouveau programme de promotion.

### Financement gouvernemental et revenus

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2012- 2013	2011- 2012	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	103,0	80,1	83,2	78,0	3,1	4	5,2	7
Honoraires de gestion provenant du FMC	10,4	7,9	7,6	7,7	(0,3)	(4)	(0,1)	(1)
Revenus d'investissements et récupérations	9,0	5,0	6,8	5,8	1,8	36	1,0	17
Intérêts et autres revenus	s.o.	s.o.	0,1	0,1	0,1	s.o.	-	-
	122,4	93,0	97,7	91,6	4,7	5	6,1	7

L'utilisation du niveau du crédit parlementaire est prévisible et stable impliquant peu de variation avec le budget de même qu'en regard des résultats de l'exercice antérieur. Les revenus d'investissements et récupérations offrent moins de prévisibilité. Il est en effet difficile de prévoir les niveaux de revenus et de récupérations puisqu'ils découlent directement des rendements provenant des nombreux projets financés autant en production de longs métrages qu'en mise en marché et ceux-ci changent d'un exercice à l'autre. La hausse des revenus par rapport à la période comparative s'explique principalement par les récupérations des projets de mise en marché qui, en général, pour les titres les plus profitables, remettent des sommes plus grandes. Par exemple, le projet *Barney's Version* a remis à ce jour plus de deux fois plus de récupérations que le titre le plus profitable de l'exercice précédent.

## 8. ANALYSE DES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE

	Réel (M\$)		Écart	
	2012- 2013	2011- 2012	\$	%
Dépenses de support	17,1	21,9	(4,8)	(22)
Frais de fonctionnement et d'administration	6,6	6,9	(0,3)	(4)
Revenus	3,2	3,6	(0,4)	(11)
Crédit parlementaire	29,7	32,1	(2,4)	(7)
Excédent	9,2	6,9	2,3	33

Les dépenses de support ont connu une baisse de près de 5 M\$ par rapport à la période comparative. Cette diminution se compose de trois éléments identifiables, une baisse globale du nombre de projets soutenus pour l'ensemble des activités en production (soit les volets des enveloppes à la performance et sélectif, de même que les projets de moindre envergure budgétaire), un rattrapage du premier semestre sur l'ensemble des projets en mise en marché qui vient contrecarrer la baisse des dépenses et une diminution dans les activités de financement d'initiatives promotionnelles. À juste titre, via le nouveau programme de promotion, le financement d'activités promotionnelles récurrentes s'est effectué plus tôt dans l'exercice, comparativement au troisième trimestre pour l'année précédente. Les revenus présentent une légère réduction qui provient principalement des revenus d'investissement et de récupérations. L'analyse approfondie ne démontre aucune tendance significative pour cette baisse. À cet égard les compagnies de production et de distribution seront appelées à soumettre leurs rapports d'exploitation accompagnés de leur remise en février.

## 9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Réel (M\$)		Écart	
	31 déc. 2012	31 mars 2012	\$	%
<b>Actifs financiers</b>				
Montant à recevoir du Trésor	50,0	41,1	8,9	22
Trésorerie - Fonds des talents	-	-	-	-
Débiteurs	2,5	4,0	(1,5)	(38)
À recevoir du FMC	2,6	2,6	-	-
	55,1	47,7	7,4	16
<b>Passifs financiers</b>				
Créditeurs	1,5	1,6	(0,1)	(6)
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	24,1	33,9	(9,8)	(29)
Passif au titre des avantages sociaux futurs	2,2	2,2	-	-
Actifs financiers nets	27,3	10,0	17,3	173
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations corporelles	1,6	2,3	(0,7)	(30)
Charges payées d'avance	0,7	1,9	(1,2)	(63)
<b>Excédent accumulé</b>	29,6	14,2	15,4	108

### Actifs financiers

Notre actif financier le plus important, le montant à recevoir du Canada, a augmenté depuis le 31 mars dernier ce qui s'explique principalement par les récupérations enregistrées depuis les neuf derniers mois. Les débiteurs qui sont composés majoritairement de soldes recevables provenant des revenus d'investissements, de récupérations et de taxes à recevoir ont diminué de façon importante. La baisse provient essentiellement de sommes encaissées de distributeurs et de montant de taxes à recevoir qui présentent des sommes inférieures à recouvrer. Notons que cette baisse de taxes à recevoir est cohérente avec la diminution des activités d'investissement du troisième trimestre par rapport aux activités des derniers mois de l'exercice 2011-2012.

### Passifs financiers

Les obligations relatives aux programmes d'aide financière représentent les soldes de l'ensemble des engagements contractuels effectués auprès de l'industrie audiovisuelle canadienne et la diminution de ce passif découle de paiements effectués sur les ententes relatives aux exercices antérieurs. Il est à noter que ce poste tient également en compte les soldes résiduels inhérents aux ententes contractuelles de l'exercice en cours.

### Actifs non financiers

Les immobilisations présentent une diminution de leurs valeurs nettes qui provient majoritairement de l'amortissement de l'exercice. Finalement, les charges payées d'avance ont diminué de façon significative. En effet, la totalité des charges payées d'avance de l'exercice précédent ont été enregistrées aux dépenses de l'exercice et le nouveau solde est attribuable aux loyers futurs et aux frais relatifs à des événements internationaux qui auront lieu au cours des prochains mois.



## 10. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'une autorisation parlementaire annuelle. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'une autorisation parlementaire qui a été approuvée lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers.

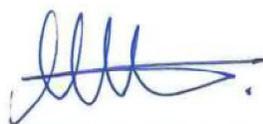
	<b>31 déc. 2012</b>
<b>Coût de l'exploitation</b>	82,6
Rajustement ayant une incidence sur le coût de l'exploitation :	
Amortissement	(0,8)
Avantages sociaux futurs	(0,1)
Rajustements ayant une incidence sur l'utilisation du crédit parlementaire :	
Redressement relatif aux conditions d'admissibilité des dépenses de support	10,0
Frais de fonctionnement financés par le FMC	(7,6)
Charges payées d'avance administratives au 31 mars	(1,2)
Charges payées d'avance administratives au 31 décembre	0,1
Acquisition d'immobilisations	0,1
	1,4
<b>Crédit parlementaire constaté au 31 décembre</b>	83,2
<b>Crédit parlementaire disponible pour le trimestre subséquent</b>	19,8
<b>Crédit parlementaire autorisé</b>	103,0

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2012-2013 diminué des économies annoncées au budget du gouvernement fédéral de mars dernier.

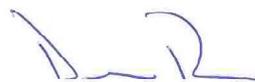
**11. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2012****Déclaration de responsabilité de la direction**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, CPA, CA, MBA  
Directrice générale



Denis Pion  
Directeur, Administration et Services d'entreprise

Montréal, Canada  
19 février 2013



### État des résultats trimestriels

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012

<i>En milliers de dollars</i>	Annexe	Période terminée le 31 décembre	
		2012	Redressé - Note 2 2011
<b>Dépenses de support</b>			
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne			
Aide à la production		8 963	14 827
Aide au développement		2 346	2 000
		11 309	16 827
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger			
Aide à la distribution et mise en marché		4 415	2 903
Participation aux événements internationaux		296	146
Promotion		1 077	1 983
		5 788	5 032
<b>Frais de fonctionnement et d'administration</b>	A	17 097	21 859
<b>Coût de l'exploitation</b>		23 696	28 750
<b>Revenus</b>			
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		2 523	2 599
Revenus d'investissements et récupérations		600	941
Intérêts et autres revenus		25	10
Fonds des talents		30	-
		3 178	3 550
<b>Coût net de l'exploitation avant le financement</b>		20 518	25 200
<b>Financement gouvernemental</b>			
Crédit parlementaire		29 654	32 057
<b>Excédent</b>		9 136	6 857
<b>Excédent accumulé au début</b>		20 293	15 875
<b>Excédent accumulé à la fin</b>		29 429	22 732

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



## État des résultats

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012

<i>En milliers de dollars</i>	Annexe	Période terminée le 31 déc.		
		Budget Cumulatif	2012 Cumulatif	Redressé - Note 2 2011
<b>Dépenses de support</b>				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Aide à la production		46 874	41 209	39 813
Aide au développement		6 583	6 088	4 987
		53 457	47 297	44 800
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Aide à la distribution et mise en marché		10 408	8 560	8 125
Participation aux événements internationaux		1 775	1 705	1 764
Promotion		6 399	5 134	4 602
		18 582	15 399	14 491
		72 039	62 696	59 291
<b>Frais de fonctionnement et d'administration</b>	B	20 902	19 872	20 623
<b>Coût de l'exploitation</b>		92 941	82 568	79 914
<b>Revenus</b>				
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada				
		7 920	7 586	7 745
Revenus d'investissements et récupérations				
		5 000	6 811	5 756
Intérêts et autres revenus				
		-	107	63
Fonds des talents				
		-	30	-
		12 920	14 534	13 564
<b>Coût net de l'exploitation avant le financement</b>		80 021	68 034	66 350
<b>Financement gouvernemental</b>				
Crédit parlementaire		80 094	83 242	77 957
<b>Excédent</b>		73	15 208	11 607
<b>Excédent accumulé au début</b>			14 221	11 125
<b>Excédent accumulé à la fin</b>			29 429	22 732

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



### État de la situation financière

<i>En milliers de dollars</i>	<b>31 décembre 2012</b>	<b>31 mars 2012</b>
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor	49 974	41 088
Trésorerie - Fonds des talents	30	-
Débiteurs	2 477	4 010
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 554	2 636
	<b>55 035</b>	<b>47 734</b>
<b>Passifs financiers</b>		
Créditeurs et charges à payer	1 517	1 572
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	24 080	33 894
Passif au titre des avantages sociaux futurs	2 246	2 186
	<b>27 843</b>	<b>37 652</b>
<b>Actifs financiers nets</b>	<b>27 192</b>	<b>10 082</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Immobilisations corporelles	1 579	2 264
Charges payées d'avance	658	1 875
	<b>2 237</b>	<b>4 139</b>
<b>Excédent accumulé</b>	<b>29 429</b>	<b>14 221</b>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



### État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012

<i>En milliers de dollars</i>	<b>31 décembre 2012</b>	<b>31 mars 2012</b>
<b>Excédent</b>	15 208	3 096
<b>Opérations liées aux immobilisations corporelles</b>		
Amortissement	790	1 092
Acquisition	(105)	(93)
<b>Autres opérations</b>		
Acquisition des charges payées d'avance	(658)	(1 875)
Utilisation des charges payées d'avance	1 875	1 797
<b>Augmentation des actifs financiers nets</b>	<b>17 110</b>	<b>4 017</b>
<b>Actifs financiers nets au début</b>	<b>10 082</b>	<b>6 065</b>
<b>Actifs financiers nets à la fin</b>	<b>27 192</b>	<b>10 082</b>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



### État des flux de trésorerie

Pour la période se terminant le 31 décembre 2012

	Trimestre terminé le 31 déc.		Période terminée le 31 déc.	
	2012	Redressé - Note 2 2011	2012	Redressé - Note 2 2011
<b>Activités de fonctionnement</b>				
Excédent	9 136	6 857	15 208	11 607
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière	(8 380)	(5 779)	(9 814)	(6 623)
Augmentation (diminution) du passif au titre des avantages sociaux futurs	42	13	60	(11)
Amortissement des immobilisations corporelles	254	267	790	815
	1 052	1 358	6 244	5 788
Variations des éléments financiers hors caisse :				
Diminution des débiteurs	3 050	70	1 533	358
Diminution (augmentation) du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	(98)	(39)	82	387
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	417	(977)	(55)	(649)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(514)	(389)	1 217	1 265
	3 907	23	9 021	7 149
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>				
Acquisition	(105)	-	(105)	(76)
<b>Augmentation des liquidités</b>	3 802	23	8 916	7 073
<b>Liquidités au début</b>	46 202	44 289	41 088	37 239
<b>Liquidités à la fin</b>	50 004	44 312	50 004	44 312
<b>Liquidités à la fin:</b>				
Montant à recevoir du Trésor	49 974	44 312	49 974	44 312
Trésorerie - Fonds des talents	30	-	30	-
	50 004	44 312	50 004	44 312

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



## Notes aux états financiers trimestriels

### 1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP) en application de la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2012. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans ces états financiers trimestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2012.

Les données financières présentées dans les états financiers, les notes complémentaires et les annexes sont en milliers de dollars canadiens.

### 2. Adoption des normes comptables pour le secteur public

Au 31 mars 2012 la Société a adopté de façon rétroactive le chapitre SP 3410 révisé « Paiements de transfert ». Selon les NCCSP, la Société doit comptabiliser un paiement de transfert à titre de charge dans l'exercice où le transfert est autorisé et où le requérant satisfait aux critères d'admissibilité. Conséquemment, la Société a comptabilisé de façon anticipée, au 31 décembre 2011, les obligations relatives aux programmes d'aide financière aux passifs financiers en réduction de l'excédent accumulé pour un montant de 27 457\$. Certaines données comparatives au 31 décembre 2011 ont donc été retraitées pour tenir compte de cette adoption. La Société a préparé des conciliations permettant de comprendre les effets de ce retraitement.

#### a) Conciliation de l'état des résultats

Le tableau suivant illustre l'incidence de l'application du chapitre SP 3410 sur les résultats comparatifs du 31 décembre 2011.

	31 décembre 2011	
	Trimestriel	Cumulatif
<b>Excédent</b>	1 078	4 984
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	5 779	6 623
<b>Excédent</b>	<b>6 857</b>	<b>11 607</b>

#### b) Conciliation de la situation financière

Le tableau suivant illustre l'incidence de l'application du chapitre SP 3410 sur la situation financière au 31 décembre 2011.

	31 décembre 2011
<b>Excédent accumulé</b>	50 189
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	(27 457)
<b>Excédent accumulé</b>	<b>22 732</b>

### 3. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée en décembre 2012.



## Annexes A et B - Autres renseignements

### A - Frais de fonctionnement et d'administration

	Trimestre terminé le 31 déc.	
	2012	2011
Salaires et avantages sociaux	4 779	4 895
Honoraires professionnels	557	556
Location, taxes, chauffage et électricité	450	484
Amortissement d'immobilisations corporelles	254	267
Technologies de l'information	194	168
Voyages et accueil	166	220
Frais de bureau	113	187
Publicité et publications	86	114
	6 599	6 891

### B - Frais de fonctionnement et d'administration cumulatifs

	Budget Cumulatif	Période terminée le 31 déc.	
		2012	2011
Salaires et avantages sociaux	15 224	14 663	14 806
Location, taxes, chauffage et électricité	1 445	1 447	1 453
Honoraires professionnels	1 873	1 035	1 426
Technologies de l'information	1 106	1 020	898
Amortissement d'immobilisations corporelles	-	790	815
Voyages et accueil	485	405	509
Frais de bureau	554	334	516
Publicité et publications	215	178	200
	20 902	19 872	20 623